

AVEC nous

pour augmenter notre rapport de force



INFO-NÉGO n° 8 • TABLE CENTRALE • 20 NOVEMBRE 2015

UNE STRATÉGIE QUI PORTE SES FRUITS

Le mercredi 18 novembre dernier, le Front commun posait un geste important en déposant au Conseil du trésor une proposition syndicale amendée. Un geste significatif afin de relancer les négociations à la table centrale.

La réaction du président du Conseil du trésor, Martin Coiteux, fut rapide, virulente, mais aucunement représentative des discussions qui avaient lieu au même moment à la table de négociation. Alors que le président du Conseil du trésor y allait de ses sparages devant les médias, ses propres négociateurs démontraient une réelle volonté de négocier au cours des pourparlers qui se sont tenus jusqu'en soirée mercredi. Des zones de convergences sont identifiées sur certains enjeux, autant sur la base de nos préoccupations que sur celles du gouvernement. Les travaux à la table centrale se poursuivaient également aujourd'hui.

À l'heure actuelle, l'objectif identifié est atteint : la négociation fonctionne donc bel et bien. Notre mobilisation exemplaire, nos moyens de pression dans les dernières semaines et la stratégie déployée en amorçant ce mouvement portent leurs fruits et des avancées sont possibles. La population nous appuie et le rapport de force est en notre faveur.

Nous avons annoncé mercredi le report des journées de grève prévues les 1^{er}, 2 et 3 décembre à titre de démonstration de notre bonne foi et de notre sérieuse dans notre volonté de laisser toute la place à la négociation afin de convenir d'une entente dans les meilleurs délais. Martin Coiteux doit comprendre le message : les membres du Front commun sont déterminés à améliorer leurs conditions de travail et l'accessibilité aux services publics pour l'ensemble de la population. Et le

report de nos journées de grève pourrait s'avérer de courte durée si aucun mouvement significatif n'est constaté aux tables de négociation.

Par ailleurs, différentes actions de visibilité seront tout de même organisées en Front commun en appui à la négociation qui se poursuit et nous vous invitons à communiquer avec vos représentants syndicaux pour plus d'informations quant à celles-ci.

REMETTRE LES PENDULES À L'HEURE

Il est important de rectifier certaines affirmations de Martin Coiteux en réaction à notre contre-proposition :

Le coût de notre demande salariale : les économistes du Front commun évaluent le coût net à terme de notre demande salariale à 1,8 milliard

de dollars, sujet à ajustements en fonction de la situation économique du Québec. Bien loin des 16,6 milliards que dénonçait avant-hier Martin Coiteux !

Le Fonds des générations : le ministre accusait également le Front commun de piger dans le Fonds des générations pour financer ces demandes. Il n'en est rien. À partir de cette année, le gouvernement prévoit faire passer les versements au Fonds des générations de 1 à 3,5 milliards de dollars. La proposition du Front commun est à l'effet de revoir à la baisse ces transferts au cours des prochaines années pour dégager une marge de manœuvre que nous évaluons à 5,3 milliards de dollars sur 3 ans. Amplement pour financer les demandes du Front commun et réinvestir dans nos réseaux publics sans endetter le Québec ni augmenter le fardeau fiscal des Québécois et Québécoises.

